

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>23.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Keine Einschränkung</b>
Akteure	<b>Lugano, Winterthur</b>
Prozesstypen	<b>Wahlen</b>
Datum	<b>01.01.1990 - 01.01.2020</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Beer, Urs  
Bernath, Magdalena  
Bühlmann, Marc  
Heer, Elia  
Heidelberger, Anja  
Müller, Eva  
Porcellana, Diane  
Rinderknecht, Matthias

## Bevorzugte Zitierweise

Beer, Urs; Bernath, Magdalena; Bühlmann, Marc; Heer, Elia; Heidelberger, Anja; Müller, Eva; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen, Winterthur, Lugano, 1990 - 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 23.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Grundlagen der Staatsordnung</b>	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Parlamente	3
Kommunale Wahlen	3
Kommunale Ersatzwahlen	10
<hr/>	
<b>Parteien, Verbände und Interessengruppen</b>	12
Parteien	12
Linke und ökologische Parteien	12
Konservative und Rechte Parteien	12

# Abkürzungsverzeichnis

**VCS** Verkehrs-Club der Schweiz

---

**ATE** Association transports et environnement (ci-devant AST)

# Allgemeine Chronik

## Grundlagen der Staatsordnung

### Wahlen

#### Wahlen

WAHLEN  
DATUM: 01.01.2016  
DIANE PORCELLANA

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont renouvelé leurs **autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Vert'libéraux font une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritéS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25e anniversaire de la participation des femmes à la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.<sup>1</sup>

WAHLEN  
DATUM: 01.01.2017  
DIANE PORCELLANA

**Les cantons du Valais, de Neuchâtel, de Vaud et de Soleure ont renouvelé leurs autorités durant l'année 2017.** Les Conseils d'Etat de Neuchâtel et de Vaud n'ont pas connu de changement en terme de composition partisane. Alors que l'UDC a perdu un siège à l'exécutif valaisan et le PLR a l'exécutif soleurois, les deux partis les ont conservés lors des élections complémentaires organisées à Schaffhouse et en Appenzell Rhodes-Extérieures. Lors de la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures, le siège PDC a pu être maintenu. Les villes de St-Gall et de Winterthour ont également appelé leurs citoyennes et citoyens en cours de législature. Une deuxième

femme a rejoint l'exécutif de la ville de St-Gall, l'exécutif a pris un virage à gauche et le PDC n'y est plus représenté pour la première fois depuis cent ans. Dans la seconde ville, les Verts ont assuré leur unique siège.

Quant aux législatifs, le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Vaud (+11 sièges) et de Neuchâtel (+8). Il devient le parti le plus fort (49 sièges) au Grand conseil vaudois, détrônant ainsi le PS (37 sièges). Toutefois, la droite ne parvient pas à former une majorité au parlement cantonal. Le PDC a perdu des sièges en Valais (-6 fauteuils), dans les cantons de Soleure (-4) et de Vaud (-4). Les Vert'libéraux suivent la voie, avec la perte d'un siège à Soleure et à Neuchâtel. Dans les cantons romands, les Verts assoient leur présence. Alors que le PS s'est affaibli dans le canton de Vaud, il s'est renforcé à Soleure. L'UDC enregistre une grande défaite à Neuchâtel, avec la perte de 11 sièges.

La part des femmes dans les législatifs cantonaux et communaux a légèrement augmenté par rapport aux élections précédentes, avec 27.2% au niveau cantonal et 39.6% à l'échelon communal. C'est le canton de Neuchâtel, qui a vu croître largement sa part de femmes au législatif cantonal avec 13 femmes supplémentaires en 2017. Deux nouvelles femmes siègent à présent dans les exécutifs de Vaud et de Soleure. Le présence d'une femme a pu être assurée lors de l'élection complémentaire du gouvernement schaffhousois. Sur l'ensemble des cantons, le PS possède le plus de représentantes dans les exécutifs, avec 13 femmes.

Durant l'année, la population neuchâteloise a accepté le projet de circonscription unique pour l'élection du Grand conseil en 2021. Des fraudes électorales auraient eu lieu en Valais, une enquête pénale a été ouverte afin de confirmer les soupçons. La société civile s'est particulièrement impliquée lors de l'élection du gouvernement valaisan, notamment avec le mouvement «Coupons-lui la voie» à l'encontre du ministre sortant Oskar Freysinger (udc).<sup>2</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 01.01.2018  
DIANE PORCELLANA

Durant l'année **2018, les autorités des cantons de Berne, de Nidwald, d'Obwald, de Zoug, de Glaris, des Grisons et de Genève ont été renouvelées.** Le PLR a sauvé ses sièges laissés vacants dans les exécutifs de Berne, de Nidwald, de Zoug et de Genève. Le PS a réussi à maintenir les siens à Berne et aux Grisons; tout comme le PBD à Glaris, le PCS à Obwald, les Verts à Berne et l'UDC à Nidwald.

Alors que le PDC avait assuré son siège lors de l'élection complémentaire de 2016 à Obwald, il l'a finalement perdu au profit de l'UDC. En Appenzell Rhodes-Intérieures, Thomas Rechsteiner (pdc), en retrait, a lui aussi été remplacé par un UDC, Ruedi Eberle. Le Parti du centre a récupéré un des deux fauteuils du PBD aux Grisons et celui de l'Alternative verte à Zoug. Le conseiller d'Etat sortant genevois Luc Barthassat (pdc) n'a pas été réélu, tout comme les conseillers municipaux des villes de Zürich et Winterthour, respectivement Josef Lisibach (udc) et Claudia Nielsen (ps). Enfin, lors de l'élection complémentaire organisée dans le canton de Fribourg, le siège Vert a été cédé au PLR.

S'agissant des législatifs cantonaux, le PS a gagné au total 13 sièges (BE: +5; OW: +2; GL: +1; ZG: +2; GR: +3), mais en a perdu 3 à Genève. A l'inverse, le PDC a remporté un douzième mandat à Genève et a vu son nombre de représentants diminuer dans plusieurs cantons (OW: -3; NW: -1; ZG: -1; GR: -1). Le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Berne (+3 sièges), des Grisons (+3), de Genève (+4) et de Nidwald (+2). Dans les autres cantons, il en a perdu 4 (OW: -2; GL: -1; ZG: -1). Les Verts ont surtout progressé à Genève avec un gain de 5 mandats. Ils ont décroché un dixième siège au parlement zougais et ont cédé 2 des leurs à Berne. Les Vert'libéraux ont obtenu 2 sièges supplémentaires à Glaris et 1 aux Grisons. Sauf à Obwald (+2) et aux Grisons (-), l'UDC n'a enregistré que des pertes (BE: -3; GE: -3; NW: -2; GL: -2; ZG: -1). Il a cédé 3 fauteuils à Winterthour et le double dans la ville de Zürich. Le PBD figure également parmi les perdants avec 7 députés en moins (GR: -5; GL: -1; BE: -1), tout comme le MCG (GE: -8) et le PEV (BE: -2).

Il n'y a eu que dans le législatif du canton d'Obwald et de la ville de Zürich, où le nombre de femmes s'est amoindri par rapport aux élections précédentes (OW: de 16 à 14 sièges; Zürich: de 42 à 40). La présence féminine au gouvernement zougais est assurée avec l'élection de Silvia Thalmann-Gut (pdc). Berne et Genève comptent désormais une ministre supplémentaire. Le gouvernement grisonnais est devenu exclusivement masculin suite au départ de Barbara Janom Steiner (pbd), et Anne-Claude Demierre (FR, ps) n'a plus de collègue féminine suite à la démission de Marie Garnier (FR, verts). L'exécutif de Winterthour possède une femme de plus dans ses rangs, avec l'élection

de la socialiste Christa Meier.

En parallèle des élections cantonales et communales, le Conseil national n'a pas donné suite à une initiative parlementaire prônant une représentation équilibrée des sexes au Parlement. Il a également, lors du vote final, rejeté le projet pour la souveraineté des cantons en matière de procédure électorale. Enfin, l'auteur de la fraude électorale, lors des élections cantonales valaisannes 2017, a été condamné à 12 mois de prison avec sursis.<sup>3</sup>

### Wahlen in kantonale Parlamente

WAHLEN  
DATUM: 01.01.1990  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die **Gesamterneuerungswahlen in sieben Kantonalparlamente** (BE, GL, JU, NW, OW, VD, ZG) bestätigten gewisse Tendenzen, welche sich in den vorherigen Kantonalwahlen angekündigt hatten. Die FDP erlitt weitere Verluste und büsste insgesamt elf Sitze ein. Auch die CVP musste Federn lassen und verlor weitere neun Mandate. Im Gegensatz dazu konnten die Sozialdemokraten einen kräftigen Mandatszuwachs verzeichnen, nachdem sich schon im Vorjahr gesamthaft eine aufsteigende Tendenz, insbesondere in der Westschweiz, abgezeichnet hatte.

Die Auto-Partei (AP) wurde in ihrer rasanten Fahrt auf Erfolgskurs gebremst: Einzig in Bern konnte sie mit einem Mandat Einzug in ein Kantonalparlament halten. Auf kommunaler Ebene konnte sie immerhin in Winterthur drei Sitze erobern, in Zürich hingegen ging sie leer aus. Die Grüne Partei sowie grün-alternative Bewegungen konnten weiterhin Sitze zulegen, so in der Waadt, in Nidwalden und in den Städten Winterthur und Zürich. Die rechtsnationalistische Nationale Aktion (NA), welche sich in Schweizer Demokraten (SD) umbenannt hat, erlitt grosse Verluste und ist nach dem Ausscheiden in der Waadt nur noch in fünf Kantonen im Parlament vertreten. Der Anteil der Frauen in den kantonalen und kommunalen Parlamenten stieg weiter an; von den 735 im Berichtsjahr in sieben Kantonen (ohne AR) gewählten Parlamentsmitgliedern waren 105 weiblich (14,4%). Genf liegt weiterhin mit 32% an der Spitze, den Schluss bildet Schwyz mit 4%; in den Stadtparlamenten hat inzwischen die Zürcher Frauenvertretung mit einem Anteil von 32% diejenige von Lausanne (29%) überholt.

### Kommunale Wahlen

WAHLEN  
DATUM: 25.02.1990  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Wahlen in den **Grossen Gemeinderat** (Legislative) von Winterthur brachten **nur geringfügige Sitzverschiebungen**, wobei sich das links-grüne Lager leicht verstärken konnte. Die Sozialdemokraten, welche erstmals mit getrennten SP-Frauen- und Männerlisten sowie mit einer separaten Liste des Gewerkschaftsbundes antraten, konnten insgesamt zwei Sitzgewinne verzeichnen, wobei die Frauenliste vier, die Männerliste neun und die Gewerkschaftsliste vier Sitze erhielten. Auch die Grünen und die Auto-Partei waren erfolgreich: Die GP gewann zwei Mandate (neu fünf), die neu kandidierende "Offene Liste" erreichte einen Sitz, und auch die AP zog mit drei Vertretern erstmals ins Parlament ein. Auf der Verliererseite stand die NA, welche drei ihrer fünf Sitze hergeben musste. Von den Parteien der Mitte verloren die EVP und der LdU je einen Sitz, während die Demokratische Partei ihre zwei Mandate halten konnte. Die FDP, CVP und SVP büssten je ein Mandat ein und verfügen im 60 Mitglieder zählenden Rat noch über 22 Sitze.

Die **Stadtratswahlen** (Exekutive) brachten **keine parteipolitischen Veränderungen**. Das Resultat fiel allerdings ganz knapp zugunsten der bürgerlichen Mehrheit aus; der Herausforderer der Demokratischen Partei (DP), welche eher links-grüne und insbesondere kulturelle Anliegen vertritt, unterlag mit nur 87 Stimmen Differenz (gemäss Nachzählung). Herausragend während des Wahlkampfes war vor allem die umstrittene Werbekampagne des Kandidaten der DP, welcher vom Handelshaus Volkart unterstützt wurde, was ihm den Vorwurf einer zu starken Abhängigkeit vom Geldgeber einbrachte.<sup>4</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 06.03.1994  
EVA MÜLLER

In Winterthur, wo die Wahlen im Schatten der gleichzeitig stattfindenden Zürcher Wahlen standen, kam es zu **keinen grossen parteipolitischen Veränderungen**. Erstmals zieht jedoch eine Frau in den **Stadtrat** ein: Die Gewerkschafterin **Aurelia Favre** konnte den dritten SP-Sitz des zurücktretenden Walter Ryser verteidigen und setzte sich damit gegen zwei Mitbewerberinnen der FDP und der DP durch. Die sechs bisherigen Exekutivmitglieder wurden alle bestätigt.

Die Wahlen in das **Stadtparlament** ergaben **zwei Sitzgewinne für die SVP und je einen für die FDP, die EDU und die SP**, welche stärkste Partei bleibt. CVP, EVP und FP (ex-AP) konnten ihre Sitze halten, während LdU, SD, DP und die Grünen je einen Sitz verloren.<sup>5</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 22.02.1998  
URS BEER

Die Kommunalwahlen in Winterthur vom 22. Februar standen im Schatten jener von Zürich. Seitdem die SP 1986 auf Kosten der FDP den dritten Sitz zurückerobert hatte, setzte sich der Winterthurer Stadtrat aus 3 SP, 2 FDP, 1 SVP und 1 CVP zusammen. An dieser Formel änderte sich auch 1998 nichts. Alle bisherigen Stadträte wurden wiedergewählt, zudem wurde Martin Haas (fdp) – allerdings ohne Gegenkandidat – als Stadtpräsident bestätigt. Als **Siegerin** der Parlamentswahlen konnte sich die **SP über drei Mandatsgewinne** freuen; sie erzielte das beste Resultat seit 1966 und ist mit 21 Sitzen nach wie vor die stärkste Fraktion im 60köpfigen Gemeinderat. Fast ebenso markant legte die **SVP** zu, die wie schon 1994 **zwei Mandate** hinzu **gewann** und mit 10 Mandaten bis auf einen Sitz an die FDP heran kam. Sie profitierte vor allem vom Verzicht der Schweizer Demokraten (bisher ein Mandat) und vom Verlust eines Sitzes der Freiheits-Partei (2). Zu den Verliererinnen gehörten ferner die FDP (11) und die CVP (4), die je einen Sitz verloren, sowie der LdU, der nach einem weiteren Sitzverlust nur noch mit einer Abgeordneten im Rat vertreten ist. Die EVP und die Grünen blieben auf ihrer bisherigen Zahl von 5 bzw. 4 Mitgliedern stehen, ebenso die EDU und Die andere Partei (DaP) mit je einem Sitz. Die Anzahl Frauen stieg von 21 auf 24, dies auch dank der SVP, die zwei Frauen auf ihrer Liste **doppelt** aufführte und ihnen damit eine Wahl sicherte. Der **Frauenanteil** beträgt neu **40%**.<sup>6</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 03.03.2002  
MAGDALENA BERNATH

Im Gegensatz zu den Erneuerungswahlen von 1998, als alle Bisherigen bestätigt wurden, stand die **Stadtratswahl** 2002 im Zeichen der Veränderung. Mit Stadtpräsident Martin Haas (fdp), Leo Iten (svp) und Heiri Vogt (sp) traten drei langjährige Regierungsmitglieder zurück. Im März veränderten die Wahlberechtigten bei einer Stimmbeteiligung von 55% die Kräfteverhältnisse im Stadtrat und **entzogen den grossen bürgerlichen Parteien die absolute Mehrheit**. Künftig regiert eine Exekutive, in der die Linke und die Rechte gleich stark sind und in der die erstmals vertretene Mitte-Partei EVP das Zünglein an der Waage spielen kann (3 SP, 1 EVP, 2 FDP, 1 CVP). Am meisten Stimmen erhielten die Stadträte Ernst Wohlwend (sp), Reinhard Stahel (fdp) und Hans Hollenstein (cvp). Problemlos gewählt wurde auch Walter Bossert, der für die SP den freierwerbenden Sitz von Heiri Vogt verteidigte. Der FDP gelang es mit Verena Gick ebenfalls, ihren zweiten Sitz zu halten; Gick erreichte zwar das schlechteste Resultat, lag aber immer noch vor den beiden Kandidierenden der SVP, Jürg Stahl und Gisela Beutler. Diese erreichten ebenfalls das absolute Mehr, schieden jedoch als überzählig aus und konnten damit den Sitz des zurücktretenden Leo Iten nicht verteidigen. Vom Verlust der SVP profitierte Maja Ingold von der EVP, die das Bündnisangebot von SP und Grünen abgelehnt hatte. Ingold zog als erste EVP-Vertreterin überhaupt in die Winterthurer Stadtregierung und erhielt zudem mehr Stimmen als Pearl Pederngana (sp), die ihr Amt erst im November 2001 hatte antreten können, und Verena Gick (fdp). Damit sitzen drei Frauen in der Winterthurer Regierung.

Bei der Wahl ins **Stadtpräsidium** erzielte der **SP-Kandidat Wohlwend** deutlich mehr Stimmen als der Freisinnige Stahel, verfehlte jedoch das absolute Mehr um 358 Stimmen knapp. Obschon sich die bürgerlichen Parteien FDP, CVP und SVP gemeinsam für die Wahl Stahels einsetzten, um einen Ausgleich zum Verlust der absoluten Mehrheit im Stadtrat zu schaffen, siegte Wohlwend im zweiten Wahlgang mit einem Vorsprung von fast 2000 Stimmen (13 708; Stahel: 11'732). Damit erhielt Winterthur den ersten sozialdemokratischen Stadtpräsidenten; seit 1922 hatten immer die Demokraten und später die Freisinnigen dieses Amt besetzt.

In den **Gemeinderatswahlen** hingegen war die **SVP die grosse Siegerin**. Sie hatte den Gewinn von zwei Sitzen angestrebt, legte aber vier Mandate zu und stellt neu 14 Mitglieder. Damit mussten ihr die Freisinnigen die Rolle als stärkste Fraktion des bürgerlichen Blocks überlassen, da sie ihr Ziel, einen Sitzgewinn, verfehlten und

stattdessen nach 1998 ein weiteres Mandat abgeben mussten; sie verfügen über so wenige Sitze wie nie zuvor (10). Die CVP konnte ihre 4 Sitze halten. Zusammen mit der EDU (die ihren einzigen Sitz halten konnte) und der SD (die nur eines der beiden Mandate eroberte, das die Freiheitspartei kampflos preisgegeben hatte) kommt das rechte Lager neu auf 30 Abgeordnete (bisher 28) – genau die Hälfte der 60 Gemeinderatssitze. Entscheidend werden wie bisher die 4 Stimmen der EVP sein, die das Zünglein an der Waage zwischen links und rechts spielen kann. Die SP verfehlte ihr Wahlziel von zwei Sitzgewinnen, stellt aber mit 21 Mandaten immer noch die stärkste Fraktion. Die links von ihr politisierende Alternative Liste errang neu einen Sitz. Die Grünen (4) hingegen konnten ihre beiden zusätzlichen Mandate nicht verteidigen, die sie während der Amtsdauer hinzugewonnen hatten, weil sich die DaP (Die andere Partei) und der LdU aufgelöst hatten und nicht mehr antraten. Der Frauenanteil des Winterthurer Parlaments beträgt 36,7%.<sup>7</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 07.03.2010  
MARC BÜHLMANN

Lediglich acht bisherige Mitglieder des **Winterthurer Gemeinderates** traten per 2010 zurück, unter ihnen Ruth Werren (fdp), die amtsälteste Rätin überhaupt, die 23 Jahre im Gemeinderat gesessen hatte. Für die 60 Sitze kandidierten 178 Frauen und 275 Männer aus zwölf Parteien und Gruppierungen. Neben den etablierten Parteien (SP, SVP, FDP, CVP, EVP, GP, GLP, AL, EDU, SD) standen auch zwei neue Gruppierungen zur Wahl: die Piratenpartei und das „Ethische Bündnis von Benjamin Stöckli“. Die Piratenpartei ist eine aus Schweden stammende Bewegung, die sich für freies Internet einsetzen will. In Winterthur traten schweizweit zum ersten Mal Kandidierende der Piratenpartei auf einer Viererliste zur Wahl an. Tatsächlich wurde einer davon – Marc Wäckerlin – auch gewählt. Die **eigentlichen Sieger** der Gemeinderatswahlen waren aber die **Grünliberalen**, die vier Sitze gewannen (neu: 6 Sitze) und die **SVP**, die zwei neue Sitze erringen (neu: 13 Sitze) und damit Terrain auf die SP gutmachen konnte. Die Sozialdemokraten verloren drei Sitze (neu: 16 Sitze), bleiben aber stärkste Fraktion. Ebenfalls Verluste verzeichneten die EVP (neu: 4 Sitze / -1), die CVP (5 / -1) und die FDP (7 / -2). Neu im Winterthurer Gemeinderat mit je einem Sitz vertreten sind auch die EDU und die SD. Die Wahlbeteiligung lag bei 40.7%

Um die sieben Sitze im Winterthurer **Stadtrat** kämpften zehn Kandidatinnen und Kandidaten der CVP, EVP, FDP, GLP, SP und SVP. Neben den fünf Bisherigen Ernst Wohlwend, Pearl Pedernana (beide sp), Matthias Gfeller (gp), Verena Gick (fdp) und Michael Künzle (cvp), buhlten fünf Neue um die Gunst der Winterthurer Wählerschaft: Stefan Fritschi (fdp), Nik Gugger (evp), Michael Zeuglin (glp), Nicolas Galladé (sp) und Daniel Oswald (svp). Zurückgetreten waren Maja Ingold von der EVP und Walter Bossert von der SP. Für das Stadtpräsidium kandidierte einzig der bisherige Amtsinhaber Wohlwend, dessen dritte Amtszeit ihm von keiner Partei streitig gemacht wurde. Die fünf Bisherigen erreichten alle das absolute Mehr. Die EVP konnte ihren Sitz nicht verteidigen. Dieser ging an Stefan Fritschi und die **FDP**, die damit in Winterthur **neu zwei Regierungsmandate** innehat. Neu in der Exekutive ist zudem Nicolas Galladé, dem damit die Sitzverteidigung für die SP gelang. Die Angriffe der GLP und der SVP waren hingegen nicht erfolgreich. Wohlwend wurde als Stadtpräsident bestätigt. Obwohl er keine Konkurrenz hatte, entfielen knapp 8400 Stimmen auf „Vereinzelte“. <sup>8</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 14.04.2013  
MARC BÜHLMANN

In Lugano fanden Mitte April die Kommunalwahlen statt. Für den **60-köpfigen Consiglio Comunale, das Stadtparlament**, traten auf acht Listen 283 Kandidierende an. Die FDP, mit bisher 20 Sitzen stärkste Partei in der kommunalen Legislative, trat mit einer vollen Liste, also mit 60 Kandidierenden an. Auch die CVP schickte 60 Personen ins Rennen. Zusammen mit der Generazioni Giovani wollten die Christdemokraten ihre 11 bisherigen Sitze verteidigen. Bis auf einen Platz die ganze Liste füllte die SP. Mit den 59 Kandidierenden sollten mindestens die 10 Sitze gehalten werden. Gespannt war man auf das Abschneiden der Lega, die bei den kantonalen und nationalen Wahlen 2011 Grosse Erfolge feiern konnte. Die Lega trat mit 35 Kandidierenden an, darunter auch Attilio Bignasca, der ehemalige Nationalrat und Bruder des Lega-Chefs. Die Leghisti wollten ihre bisher 14 Sitze vermehren. Die SVP, die in der Südschweiz auch aufgrund der Konkurrenz durch die Lega nicht die Bedeutung erlangt hat, die ihr andernorts zukommt, trat mit 25 Kandidierenden an. Diese sollten den Bestand von bisher drei Sitzen ausbauen. Bisher mit zwei Sitzen vertreten waren die Grünen. Sie traten mit einer Liste mit 31 Kandidierenden an. Neben den sechs arrivierten Parteien gingen zwei weitere Listen an den Start. Die GLP trat erstmals in Lugano mit drei Kandidierenden und die „Area Liberale“ mit zehn Personen an. Im Gegensatz zu 2008 trat der Partito Comunista nicht mehr an. Wie bereits zuvor bei den kantonalen Wahlen **konnte die**

**Lega auch in Lugano einen Erfolg feiern.** Nur ganz knapp konnte sich die FDP (30,3%; 2008: 32,4%) noch als stärkste Partei vor den Leghisti halten, die um 6,7 Prozentpunkte auf 30,0% zulegten und neu mit 18 Sitzen im Rat vertreten waren. Die FDP musste zwar einen Sitzverlust hinnehmen, blieb aber mit 19 Mandaten auch in punkto Sitzen, wenn auch knapp, stärkste Partei in Lugano. Die Sitzgewinne der Lega gingen nicht nur auf Kosten der FDP, sondern auch zu Ungunsten der CVP, die zwei Sitze einbüsste und noch 15,3% der Wählerschaft hinter sich scharen konnte (2008: 17,5%), die sie neu mit neun Mandaten und auch auf Kosten der SVP vertrat, welche nur noch über zwei Sitze verfügte (3,1%; 2008: 5,3%). Bei der Ratslinken kam es zu einem Sitzabtausch zwischen der SP und den Grünen. Die SP, neu mit neun Mandaten und 14,4% Wähleranteil (2008: 16,1%) musste einen Sitz an die GP abtreten, die damit neu drei Mandate inne hatte und mit einem Wählerzuwachs von 1,3 Prozentpunkten (neu: 5,2%) die Rolle der schwächsten Partei an die SVP abgab. Keine Chance auf einen Sitzgewinn hatten die GLP (0,7%) und die Area Liberale (1,1%). Im Gegensatz zu den mehrheitlich rot-grün dominierten Deutschschweizer Städten blieb Lugano damit deutlich in rechtsbürgerlicher Hand. Als ein Grund für das Erstarren der Lega wurde in der Presse die Fusion Luganos mit seinen Nachbargemeinden genannt. In den neuen Aussenquartieren wohnten tendenziell soziale Benachteiligte, die sich von der Lega Verbesserungen ihrer Lebenssituation erhofften. Die Beteiligung lag mit 54,9% vier Prozentpunkte höher als noch vor fünf Jahren (50,9%).

Der **Kampf zweier Politgrössen um das Stadtpräsidium** der Exekutive war das prägende Element der Gesamterneuerungswahlen in Lugano. Giorgio Giudici (fdp), seit 30 Jahren Präsident der Stadt Lugano, wurde vom abtretenden kantonalen Regierungsrat Marco Borradori (lega) herausgefordert. Borradori war für „König Giorgio“, wie der amtierende Stadtpräsident in Lugano genannt wird, ein ernst zu nehmender Gegner, weil er als bescheiden auftretender, von den extremen Forderungen seiner eigenen Partei jeweils Abstand nehmender, im Tessin überaus beliebter Politiker galt. Für die im Proporz organisierten Wahlen für den Municipio trat die FDP, die bisher drei der sieben Sitze in der Exekutive inne hatte, auf einer Siebnerliste an, auf der neben Giudici auch die bisherige Giovanna Masoni Brenni kandidierte. Der Bisherige Erasmo Pelli stellte sich hingegen nicht mehr zur Wahl. Dafür komplettierten Roberto Badaracco, Luca Banfi, Michele Bertini, Chrubina Ravasi und Ferruccio Unternährer die FDP-Liste. Auch die bisher mit zwei Munizipalräten vertretene Lega schickte neben Borradori sechs weitere Kandidierende ins Rennen, darunter die beiden Bisherigen Lorenzo Quadri und Giuliano Bignasca, sowie Michele Foletti, Marusca Ortelli, Angelo Paparelli und Amanda Rückert. Auch die SP und die CVP wollten ihren jeweiligen Sitz mit sieben Personen verteidigen. Sowohl Paolo Beltraminelli (cvp) als auch Nicoletta Mariolini (sp) traten allerdings nicht mehr an, so dass die beiden Parteien eine Liste mit sieben neuen Persönlichkeiten aufstellten. Bei der CVP waren dies Sara Beretta-Piccoli, Angelo Bernasconi, Francesca Bordoni Brooks, Franco Denti, Angelo Jelmini, Michele Malfanti und Simonetta Perucchi Borsa. Die Sozialdemokraten schickten Antonio Bassi, Raoul Ghisletta, Marco Jermini, Sergej Roic, Cristina Zanini Barzaghi und Carlo Zoppi ins Rennen. Zudem figurierte Edoardo Cappelletti vom Partito Comunista auf der SP-Liste, weil die Kommunisten, anders als noch 2008, keine eigene Liste mehr aufstellten. Ursprünglich hatte auch die einstige SP-Bundesratskandidatin und ehemalige Tessiner Staatsrätin Patrizia Pesenti ihre Ambitionen angekündigt. Die Partei stehe allerdings nicht hinter ihr, liess Pesenti verlauten und zog deshalb ihre Kandidatur zurück. In der Presse wurde vermutet, dass parteiintern befürchtet wurde, dass das gute Verhältnis Pesentis mit Lega-Staatsrat und Kandidaten für den Municipio Marco Borradori im Falle einer sehr wahrscheinlichen Wahl beider Tessiner Polit-Persönlichkeiten dazu führen könnte, dass Pesenti die SP-Interessen in Lugano zu wenig deutlich vertreten würde. Auch die Lega hatte sich schon mit ähnlichen Befürchtungen – freilich mit umgekehrten Vorzeichen – in der Presse geäussert. Wenig Chancen auf einen Sitzgewinn wurden den drei weiteren Listen eingeräumt. Die SVP trat ebenfalls mit einer vollen Liste an, im Gegensatz zu den Wahlen vor fünf Jahren jedoch alleine und ohne die Unterstützung der Lega. Für die Unione Democratica di Centro stellten sich Alain Bühler, Tiziano Galeazzi, Federico Haas, Eros Nicola Mellini, Manuela Schlatter, Peter Walder und Yves Wellauer zur Verfügung. Die Area Liberale trat mit Paolo Pamini, Liliana Demarchi-Silvestro, Alberto Siccardi, Nicola Pagnamenta und Stelio Pesciallo an. Den Reigen der insgesamt 41 Kandidierenden schloss Romeo Künzle für die GLP. Neben dem Duell zwischen Giudici (fdp) und Borradori (lega) überschattete der Tod von Giuliano Bignasca (lega) die Luganer Kommunalwahlen. Das unerwartete Ableben des Lega-Präsidenten am 7. März des Berichtsjahrs sorgte nicht nur für emotionale Wellen, sondern auch für eine polit-juristische Kontroverse. Die Wahlregeln sehen vor, dass jemand bei einem Todesfall von der Wahlliste gestrichen wird, allerdings nur bevor diese Listen definitiv sind. Weil Bignasca allerdings kurz nach der definitiven Festlegung der Listen starb, gab

es keine Regel und die dafür zuständige Kantonsregierung befand, die endgültige Entscheidung müsse vom amtierenden Stadtpräsidenten, also von Giorgio Giudici, getroffen werden. Der Sindaco entschied sich dafür, Bignasca aus Pietätsgründen auf der Liste zu lassen, was vor allem von den Grünen heftig kritisiert wurde. Ein Rekurs wurde jedoch, weil zu kurz vor dem Wahltermin, nicht ergriffen. Die Wahlen vom 15. April brachten einen in der Höhe überraschenden Erfolg für die Lega, die insgesamt 35,5% der Wählerschaft hinter sich scharen konnte (2009, zusammen mit der SVP: 28,5%) und damit als stärkste Partei in der Stadtregierung Anspruch auf neu drei statt bisher zwei Sitze hatte. Nicht nur der Sitzgewinn, sondern auch der Umstand, dass die **Sindaco-Wahl überraschend deutlich an Borradori ging** – der zurücktretende Staatsrat erhielt mit 14'212 Stimmen fast 1'500 Stimmen mehr als der amtierende Giudici (12'725 Stimmen) – machten den Erfolg der Lega komplett. Kurios war die Wahl des verstorbenen Giuliano Bignasca, der hinter Borradori und Quadri (11'360 Stimmen) auf Platz drei noch 9'001 Stimmen erhielt. Für Bignasca rutschte der viertplatzierte Michele Foletti (8'875 Stimmen) nach. Entgegen der Hoffnung der Lega ging ihr Sitzgewinn aber nicht auf Kosten der SP, die mit 14,1%-Stimmenanteil (2009: 17,0%) neu Cristina Zanini Berzagli (4'604 Stimmen) in den Stadtrat schickte, sondern auf Kosten der FDP. Die Freisinnigen konnten zwar ihren Wähleranteil im Vergleich zu 2008 (32,8%) leicht auf 33,2% steigern, was jedoch nur noch für zwei Sitze reichte. Diese wurden von Giorgio Giudici (12'725 Stimmen) und Giovanna Masoni Brenni (10 300 Stimmen) besetzt. Den siebten Sitz konnte die CVP mit 13,3% Wähleranteil und den 5 494 persönlichen Stimmen für Angelo Jelmini halten. Keine Chance hatten die SVP (2,1% Wähleranteil) sowie die GLP und die Area Liberale mit je 0,9%. Das erwartete Kopf-an-Kopf-Rennen zwischen Borradori und Giudici war damit unerwartet deutlich zugunsten des Lega-Politikers ausgefallen. Weil keiner der Kandidaten das absolute Mehr erreichte, schien ein zweiter Wahlgang für das Sindaco-Amt nötig zu werden. Nach einiger Bedenkzeit verzichtete die FDP allerdings darauf, womit Borradori der neue Sindaco von Lugano wurde. Giudici übernahm vorerst das Vizepräsidium, kündigte dann aber bereits Ende August – nach 35 Jahren politischen Wirkens in der grössten Stadt im Kanton Tessin – seinen Rücktritt an. Er wurde von allen Parteien als wichtige Triebkraft für das Erstarren der Tessiner Metropole hin zu einem wichtigen Wirtschaftsstandort gewürdigt. Für ihn rückte Michele Bertini nach, der bei den Wahlen 9'225 persönliche Stimmen erzielt hatte. Zur neuen Vizepräsidentin wurde innerhalb der Exekutive Giovanna Masoni (fdp) bestimmt, obwohl bisher als ungeschriebenes Gesetz galt, dass der Stadtrat mit den zweitmeisten Stimmen – dies wäre Lorenzo Quadri gewesen – zum Vize-Sindaco bestimmt wird. FDP, CVP und SP wollten damit eine zu grosse Machtfülle der Lega verhindern.<sup>9</sup>

**WAHLEN**  
 DATUM: 09.02.2014  
 MARC BÜHLMANN

Die Mehrheit der Gemeinden im Kanton Zürich führte die kommunalen Gesamterneuerungswahlen am 30. März durch. Ausnahmen machten ein paar wenige Gemeinden, sowie die grossen Städte Zürich und Winterthur, welche die Legislative und die Exekutive bereits am 9. Februar neu bestellten. Für den 60-köpfigen **Grossen Gemeinderat** – das Winterthurer Parlament – waren lediglich sieben Sitze vakant; 53 Bisherige traten wieder an und wurden von 409 neuen Bewerberinnen und Bewerbern herausgefordert. In der Legislatur zwischen 2010 und 2014 standen sich in der Winterthurer Legislative zwei Blöcke gegenüber, die alleine über keine Mehrheit verfügten. Die links-grüne Seite mit der SP (16 Sitze), der GP (5 Sitze) und der Alternativen Liste (al, 1 Sitz) war für Mehrheiten genauso auf die Mitteparteien EVP (4 Sitze) und GLP (6 Sitze) angewiesen wie die bürgerliche Seite aus SVP (13 Sitze), FDP (7 Sitze) und CVP (5 Sitze). Über jeweils einen Sitz verfügten die EDU und die Piraten. Ebenfalls ein Mandat hatten 2010 noch die SD erhalten, die aber 2014 gar nicht mehr antraten. Neu beteiligte sich hingegen die BDP, die mit zwei Kandidierenden antrat. Von grossen Verschiebungen ging niemand aus. Tatsächlich **wechselten gerade mal drei Sitze die Parteien**: jeweils einen Sitz abgeben mussten die CVP (neu 4 Sitze, 6,0%, -1,6 Prozentpunkte) und die SP (neu 15 Sitze, 24,4%, -2,4 Prozentpunkte), die allerdings stärkste Partei im Grossen Gemeinderat blieb. Zudem gaben die SD ihr Mandat kampflos preis. Einen der frei werdenden Sitze erobern konnte die GLP, die neu über sieben Mandate verfügt und ihren Wähleranteil noch einmal um 1,2 Prozentpunkte steigern konnte (neu: 11,1%). Der zweite freie Sitz ging an die BDP, die also auf Anhieb mit einem Rumpfteam und dank 1,5% Wählerstärke in den Grossen Gemeinderat einziehen konnte. Das dritte freie Mandat eroberte die AL, die ihre Wählerstärke beinahe verdoppeln konnte (neu: 3,4%) und neu über zwei Sitze verfügt. Alle anderen Parteien konnten ihre Mandate verteidigen. Eine Verdoppelung der Wählerstärke auf neu 2,4% brachte der Piratenpartei knapp nicht den erhofften zweiten Sitz. Immerhin wurde Marc Wackerlin recht deutlich bestätigt, was auch auf zahlreiche Fremdstimmen zurückzuführen war.

Auch im **Stadtrat** standen die Zeichen auf Kontinuität, **traten doch alle sieben bisherigen Stadträte wieder zur Wahl an**. Sowohl die links-grüne Mehrheit bestehend aus Yvonne Beutler (sp), Nicolas Galladé (sp), Matthias Gfeller (gp) und Pearl Pedergnana (sp) wie auch die Bürgerlichen Barbara Günthard-Maier (fdp), Stefan Fritschi (fdp) und Stadtpräsident Michael Künzle (cvp) kandidierten für eine weitere Amtsperiode. Vier Herausforderer traten für die Wahlen vom 9. Februar an: Josef Lisibach (svp), Beat Meier (glp), Marc Wäckerlin von der Piratenpartei, seines Zeichens Mitgründer der Schweizer Piratenpartei und erster Pirat, der einen Sitz in einem Kommunalparlament erobern konnte, sowie der parteilose politische Neuling Bernd Maurer. Keine Herausforderer hatte Michael Künzle (cvp), der als einziger für das Stadtpräsidium kandidierte. Am ehesten wurden Josef Lisibach Chancen eingeräumt: Der in Gewerbekreisen gut vernetzte Gemeinderat galt als Pragmatiker, zeichnete sich aber auch als Kritiker der Verkehrs- und Finanzpolitik des Stadtrates aus. Lisibach sollte für die SVP den 2002 verlorenen Sitz im Stadtrat zurückerobern. Kam dazu, dass Lisibach zusammen mit den amtierenden Bürgerlichen in einer „Allianz starkes Winterthur“ auftrat. Gegenseitige Angriffe unter Bisherigen sind in der Eulachstadt allerdings eher tabu, weil aber auch in Winterthur magere Jahre anstanden, spielte das Finanzthema eine wichtige Rolle. Ende 2013 hatte ein Budgetstreit die Stadt beinahe lahmgelegt. Schliesslich hatte das Parlament ein enges Sparprogramm ohne Steuererhöhungen beschlossen, was der links-grünen Mehrheit im Stadtrat naturgemäss nicht behagte. Das Thema Finanzen zog sich denn auch durch den allerdings eher lauen Wahlkampf. Auch der öffentliche Verkehr und die Parkplatzbewirtschaftung sind in Winterthur ein heisses Eisen. Hier zeigten sich Gräben zwischen der linken Bauvorsteherin Pearl Pedergnana (sp) und den bürgerlichen Herausforderern. Kritik für ihre Verkehrs- und Baupolitik musste Pedergnana auch aus Wirtschaftskreisen einstecken – zu viel Kritik, wie sich am Wahltag erweisen sollte. Pedergnana wurde nämlich nach 13-jähriger Amtszeit abgewählt. Die Winterthurer Bevölkerung hatte sich für eine **bürgerliche Wende in der Stadtregierung** entschieden und Josef Lisibach (svp) mit 13'688 Stimmen mehr Support gegeben als Pedergnana, die mit 11'883 Stimmen distanziert wurde und sich auf dem achten Platz wiederfand. Die Präferenz für eine bürgerlichere Regierung zeigte sich auch im Umstand, dass Michael Künzle (cvp, 20'420 Stimmen) und Stefan Fritschi (fdp, 18'553 Stimmen) die besten Resultate erzielten. Erst auf Rang drei folgte Yvonne Beutler (sp, 16'553 Stimmen), dicht gefolgt von Barbara Günthard-Maier (fdp, 16'381 Stimmen). Bereits etwas abgeschlagen erhielten Nicolas Galladé (sp) 14'676 Stimmen und Matthias Gfeller (gp) 14'542 Stimmen. Wie erwartet nicht in das Geschehen eingreifen konnten Beat Meier (glp, 9'941 Stimmen), Marc Wäckerli (piraten, 3'830 Stimmen) und Bernd Maurer (parteilos, 678 Stimmen). Als Stadtpräsident bestätigt wurde Michael Künzle mit 16'969 Stimmen. Er zeigte sich vor allem erfreut über die bürgerliche Wende, wobei er aber auch an seine Kollegin Pedergnana denke. Die Wahlbeteiligung lag – wohl auch bedingt durch die gleichzeitig stattfindenden eidgenössischen Abstimmungen – bei hohen 48,8% (2010: 40,7%).<sup>10</sup>

**WAHLEN**  
 DATUM: 10.04.2016  
 DIANE PORCELLANA

Pour l'élection de la Municipalité de **Lugano**, cinq listes ont été présentées pour l'attribution de sept sièges. La liste de la Lega dei Ticinesi et l'UDC proposait 7 candidats, tout comme celle du PLR, du PS et Verts, des Vert'libéraux avec PDC et de Génération jeune (GG). La liste de Lugano pour tous a soumis qu'une candidature. Avec un score de 37,2% des voix, la LEGA et l'UDC ont eu le droit à trois sièges. Ainsi ont été élus : Marco Borradori (lega), Lorenzo Quadri (lega) et Michele Foletti (lega). Le PLR (31,4% des suffrages) a pu faire élire deux candidats, Michele Bertini et Roberto Badaracco. Un siège a été attribué au Parti socialiste (16,7% des suffrages avec les Verts) avec Cristina Zanini Barzaghi. Le dernier siège, attribué à Angelo Jelmini, était pour le PDC (13,5% avec Génération jeune et les Vert'Libéraux). Quatre des anciens conseillers d'Etat ont donc été réélus pour un mandat supplémentaire, Lorenzo Quadri, Michele Bertini, Marco Borradori et Angelo Jelmini. En comparaison à 2013, la LEGA-UDC est passé de 37,6% (35,5% pour la LEGA et 2,1% pour l'UDC) à 37,2% des voix. Le PLR a perdu des voix, passant de 33,2% à 31,4%. Les Vert'libéraux, le PDC et Génération Jeune ont perdu également des voix, avec 13,5% des voix actuellement au lieu de 14,3% en 2013.

Pour l'élection du Conseil communal, où il fallait attribuer 60 sièges, 9 listes ont été proposées. Le PLR a obtenu 18 sièges, soit un siège en moins que lors des dernières élections. La LEGA a également obtenu 18 sièges. Le PDC, les Générations jeunes et les Vert'libéraux ont eu 9 sièges, comme le Parti socialiste. L'UDC et les Verts ont chacun eu 3 sièges. L'UDC a donc obtenu un siège en plus par rapport à la dernière législature. Les trois dernières listes, à savoir Lugano pour tous, Non 5 ma 500 et la liste RETE, ont reçu aucun siège. La LEGA et le PLR représentent les deux plus grandes forces au pouvoir législatif, ceci reflète la composition de la municipalité, où ces deux partis sont

majoritaires (trois membres de la LEGA, deux du PLR).<sup>11</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 04.03.2018  
ANJA HEIDELBERGER

Die Ausgangslage für die **Stadtratswahlen von Winterthur 2018** deutete nicht auf eine spannende Wahl hin: Alle sieben Bisherigen traten erneut an und keinem der vier neuen Kandidierenden sprachen die Medien grosse Chancen auf einen Coup zu. Dennoch kam es am Wahlsonntag im März 2018 zu einer Überraschung: Die Herausforderin der SP, Christa Meier, erzielte 13'434 Stimmen und somit 1021 Stimmen mehr als der bisherige SVP-Stadtrat Josef Lisibach (12'413 Stimmen), der ebenfalls das absolute Mehr erzielt hatte. Lisibach verlor somit den einzigen Sitz der SVP im Winterthurer Stadtrat, Meier erreichte für die SP einen dritten Sitz. Annetta Steiner von der GLP (9148 Stimmen), Marc Wäckerlin von der Piratenpartei (2392 Stimmen) und der parteilose Blerim Bunjaku (1886 Stimmen) verpassten das absolute Mehr hingegen teilweise deutlich. Dennoch wertete die NZZ die Stadtratskandidatur von Wäckerlin als Erfolg, da ihm diese vermutlich zur Wiederwahl in den Grossen Gemeinderat (vgl. unten) verholfen habe. Von den übrigen Bisherigen erzielte Finanzvorsteherin Yvonne Beutler (ZH, sp, 19'814 Stimmen) vor dem Vorsteher des Schul- und Sportdepartements, Jürg Altwegg (ZH, gp, 18'072 Stimmen), und dem Vorsteher des Sozialdepartements, Nicolas Galladé (ZH, sp, 17'369 Stimmen), am meisten Stimmen. Dahinter folgten die übrigen Bisherigen, Stefan Fritschi (ZH, fdp, 16'277 Stimmen), der bisherige Stadtpräsident Michael Künzle (ZH, cvp, 15'937 Stimmen) und Barbara Günthard-Maier (ZH, fdp, 14'683 Stimmen). Die FDP konnte folglich ihre zwei Sitze verteidigen und auch der CVP-Stadtpräsident wird dem Gremium erhalten bleiben. Unklar war am Ende des Wahlsonntags aber, ob Künzle auch Stadtpräsident bleiben wird oder nicht, da alle Kandidatinnen und Kandidaten bei der Wahl um das Stadtpräsidium das absolute Mehr verpasst hatten. Michael Künzle fehlten 1227 Stimmen zur frühzeitigen Bestätigung im Amt, was von den Medien als ziemliche Überraschung gewertet wurde. Die neu in den Stadtrat gewählte Christa Meier, die ebenfalls für das Präsidium kandidiert hatte, erzielte mit 7793 Stimmen einen Achtungserfolg. Annette Steiner, die dritte Anwärtlerin auf das Präsidenschaftsamt erhielt 2187 Stimmen und schied für den zweiten Wahlgang aus, da für diesen nur noch gewählte Mitglieder des Stadtrats zur Wahl zugelassen sind. In der Folge entschied sich die Winterthurer SP, anstelle von Christa Meier Yvonne Beutler als Kandidatin für das Stadtpräsidium in den zweiten Wahlgang zu schicken, da sie in den Stadtratswahlen deutlich mehr Stimmen geholt hatte als ihr Konkurrent Künzle. Sie sei dank dieser grossen Unterstützung geradezu «öffentlich [zur Kandidatur] berufen» worden, lobte die Zeitung «der Landbote» diesen Entscheid.

Folglich kam es am 15. April zwischen dem bisherigen Stadtpräsident Michael Künzle (ZH, cvp) und seiner Herausforderin Yvonne Beutler zum Zweikampf um das Stadtpräsidium. Anders als noch einen Monat zuvor bestätigten die Winterthurerinnen und Winterthurer den «CVP-Stadt Vater» (Tagblatt) mit 15'817 zu 12'642 Stimmen dann aber doch relativ deutlich im Amt. Dies begründeten die Medien hauptsächlich mit der guten Zusammenarbeit der bürgerlichen Parteien für diesen zweiten Wahlgang.

Nicht nur bei den Stadtratswahlen, auch bei den **Wahlen in den Grossen Gemeinderat der Stadt Winterthur 2018** durfte sich die SP als Siegerin feiern. Sie konnte ihre Sitzzahl um 3 Sitze auf 18 und somit auf 30 Prozent aller Sitze vergrössern. Die SVP hingegen verlor drei Sitze und erzielte gemäss NZZ mit 16.9 Prozent aller Stimmen den tiefsten Wert seit 1998. Nachdem sich die SP und die SVP bezüglich ihrer Sitzzahl über Jahre hinweg angenähert hatten – 2014 hatten die Parteien nur noch 1.9 Prozentpunkte auseinandergelegen (SP: 24.4%, SVP: 22.5%) –, vergrösserte sich die Differenz nun wieder deutlich. Auch die Grünen und die FDP machten je einen Sitz gut (neu: 6 respektive 8 Sitze). Die CVP verlor im Vergleich zu den letzten Wahlen 2014 einen weiteren Sitz. Allerdings hatte sie diesen faktisch schon während der Legislatur verloren, war doch Franco Albanese von der CVP zur SVP gewechselt. Mit nunmehr drei Sitzen verpassten die Christlichdemokraten somit Fraktionsstärke. Ihren einzigen Sitz verlor auch die BDP. Jedoch wurde drei Tage nach der Wahl bekannt, dass bei der Auszählung der Resultate – wie die BDP zuvor vermutet hatte – ein Fehler unterlaufen war: Im Wahlkreis Wülflingen waren nur die von Hand veränderten, nicht aber die unveränderten Listen ins elektronische System eingegeben worden. Die Korrektur des Ergebnisses, die der BDP den verloren geglaubten Sitz von Yvonne Gruber zurückbrachte, ging auf Kosten von Nina Wenger, die ansonsten mit dem Jahrgang 1998 jüngste Gemeinderätin in Winterthur geworden wäre. Die Grünen zeigten sich «masslos enttäuscht und auch etwas verärgert» über diesen Fehler, wie Renate Dürr, Co-Präsidentin der Grünen Winterthur zu Protokoll gab. Keine Veränderungen in der Sitzzahl gab es bei der GLP (7 Sitze), der EVP (4 Sitze), der AL (2 Sitze), der EDU (1 Sitz) und der Piratenpartei (1 Sitz).

Anstatt einer links-grünen Mehrheit weist der Grosse Gemeinderat zukünftig folglich

nach Ansicht der Medien zwei gleich grosse Lager auf, weil Annetta Steiner als Präsidentin kein Stimmrecht hat: SP, Grüne, AL und EVP genauso wie SVP, FDP, CVP, EDU, GLP und die Piraten hätten zusammen je 29 Stimmen, wurde berichtet. Dies mache Gruber, die zuvor mit der EVP eine Fraktion gebildet hatte, zu einer begehrten Fraktionspartnerin. Gruber liess vorerst offen, welcher Fraktion sie zukünftig angehören wolle, entschied sich in der Folge aber für einen Anschluss an die FDP-Fraktion. Da sich die BDP mit dieser Entscheidung nicht einverstanden zeigte, wechselte Gruber wenige Wochen nach der Wahl von der BDP zur FDP. Dadurch verschwinde die BDP in Winterthur von der Bildfläche, urteilte «der Landbote».

Auf die neue Legislatur hin wechselte zudem der Vertreter der Piratenpartei, Marc Wäckerlin, von der GLP-Fraktion zur SVP-Fraktion, nachdem er auch mit der GLP- und der FDP-Fraktion über eine Zusammenarbeit diskutiert hatte. Mit der SVP sei die Übereinstimmung, vor allem in Verkehrs- und Finanzfragen jedoch am grössten gewesen, erklärte er dem «Landboten». Durch diesen Wechsel erhielt die SVP-Fraktion in der neuen Legislatur zusätzliche Kommissionssitze.<sup>12</sup>

### Kommunale Ersatzwahlen

**WAHLEN**  
DATUM: 01.04.2001  
MAGDALENA BERNATH

Ende des Vorjahres **gab Aurelia Favre (sp)**, zermürbt durch ständige Angriffe seitens der SVP, **vorzeitig ihren Rücktritt bekannt**. Um einen zweiten Sitz im siebenköpfigen Stadtrat (3 SP, 2 FDP, 1 SVP, 1 CVP) zu erobern, schickte die SVP Nationalrat Jürg Stahl ins Rennen. Die SP kandidierte mit ihrer Fraktionspräsidentin Pearl Pedergrana, die EVP portierte Ruth Kleiber. Im ersten Wahlgang vom 4. März lag Stahl mit 63 Stimmen Vorsprung auf dem ersten Platz, verfehlte aber das absolute Mehr um 1600 Stimmen. Auch der zweite Wahlgang vom 1. April wurde zu einem Kopf-an-Kopf-Rennen: Die erste Auszählung ergab 37 Stimmen Vorsprung für Pedergrana, die Nachzählung kippte das Resultat mit nur einer einzigen Stimme Vorsprung zugunsten von Stahl. Da der Zürcher Regierungsrat eine Beschwerde der SP guthiess, musste Winterthur die Stimmzettel des zweiten Wahlgangs nochmals auszählen. Nach einer elfstündigen Nachzählung am 30. September – es musste solange gezählt werden, bis zweimal dasselbe Ergebnis vorlag – kehrte das Wahlergebnis erneut. Nun **erhielt Pedergrana eine einzige Stimme mehr als Stahl**. Dieser akzeptierte seine Niederlage. Da auch gegen diese Nachzählung zwei Beschwerden eingereicht wurden, die der Zürcher Regierungsrat aber abwies, konnte Pedergrana ihr Amt erst am 22. November, nur dreieinhalb Monate vor den Gesamterneuerungswahlen im März 2002, antreten.<sup>13</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 10.07.2005  
MAGDALENA BERNATH

Für die **Nachfolge des in die Zürcher Regierung gewählten Hans Hollenstein (cvp)** nominierten die Christlichdemokraten Michael Künzle, Staatsanwalt und Fraktionschef im Stadtparlament. Die Grünen schickten ihre kantonale Kopräsidentin, Marlies Bänziger, ins Rennen, und die SVP setzte auf Gemeinderätin Gisela Beutler. Im ersten Wahlgang von Anfang Juni erzielte CVP-Kandidat Künzle, der auch von der FDP und der EVP unterstützt wurde, mit 42% der Stimmen das beste Resultat. Die grüne Kandidatin Marlies Bänziger erreichte 31% – die SP hatte sich mit ihrer Empfehlung etwas schwer getan, weil die Linke im Stadtrat bereits gut vertreten ist. Gisela Beutler von der SVP kam auf 26%. Die Wahlbeteiligung lag bei 48,6%. Im Juli bestimmten die Winterthurerinnen und Winterthurer dann bei einer Beteiligung von 35,6% **Michael Künzle (cvp)** zum neuen Stadtrat. Er erreichte 61% der Stimmen, auf Marlies Bänziger (gp) entfielen 36,8%. Gisela Beutler (svp) war nicht mehr angetreten, und die SVP hatte den bürgerlichen Kandidaten zur Wahl empfohlen. Damit besteht der Winterthurer Stadtrat weiterhin aus 3 SP, 2 FDP, 1 CVP und 1 EVP.<sup>14</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 26.08.2012  
MARC BÜHLMANN

Mit dem gleichzeitigen Rücktritt von Verena Gick (fdp) und Ernst Wohlwend (sp), der 20 Jahre im Amt und seit 2002 auch Stadtpräsident war, **mussten in Winterthur Ersatzwahlen sowohl für den siebenköpfigen Stadtrat als auch für das Stadtpräsidium abgehalten werden**. Der Kampf um das Präsidialamt, das die SP 2002 erstmals mit Wohlwend in Besitz nehmen konnte, wurde von der CVP angeführt: sie griff mit Polizeivorsteher Michael Künzle an. Die zwei verbliebenen SP-Stadträte – Pearl Pedergrana und Nicolas Galladé – stellten sich für ihre Partei hingegen nicht zur Verfügung, so dass die neu portierte Gemeinderätin Yvonne Beutler nicht nur den vakanten SP-Stadtratssitze, sondern auch das Präsidium verteidigen sollte. Obwohl sie bei den letzten Gesamterneuerungswahlen für den Gemeinderat (Legislative) das beste Resultat erzielt hatte, wurden ihr gegen den amtierenden und über die Parteigrenzen hinaus beliebten Künzle kaum Chancen eingeräumt. Die FDP wollte ihren frei

werdenden Sitz mit Barbara Günthard-Maier verteidigen. Drei Parteien ritten einen Angriff auf den Stadtrat: bei der SVP, die ihren vor zehn Jahren verlorenen Sitz zurückerobern wollte, hatte die Kronfavoritin Natalie Rickli früh abgesagt. Die Volkspartei schickte deshalb Kantonsrat René Isler ins Rennen. Die EVP wollte mit Nik Gugger, der bei den letzten Gesamterneuerungswahlen 2010 das absolute Mehr zwar erreicht hatte, als Überzähliger aber ausgeschieden war, und die GLP mit Kantonsrat Michael Zeugin in die Winterthurer Stadtregierung einziehen. Mit einem deutlichen Vorsprung **wurde Michael Künzle zum Stadtpräsidenten gewählt**. Er konnte mit 15'104 Stimmen fast doppelt so viele Wählerinnen und Wähler von sich überzeugen als Yvonne Beutler (7'937 Stimmen). Allerdings schaffte die Sozialdemokratin die Verteidigung des SP-Sitzes im Stadtrat ebenfalls klar. Sie übersprang mit 11'892 Stimmen das absolute Mehr als einzige. Die FDP konnte ihren Sitz im ersten Wahlgang hingegen nicht verteidigen: Barbara Günthard-Maier (7'846 Stimmen) lag gar noch hinter Michael Zeugin (7'911 Stimmen). Obwohl René Isler (6'360 Stimmen) noch hinter Nik Gugger (6'393 Stimmen) lag, trat er wie Günthard-Maier und Zeugin noch einmal an. Die Juso schickte den 19jährigen Simon Walter in den zweiten Wahlgang, weil sie eine rein bürgerliche Auswahl verhindern wollte. Es war schliesslich diese Juso-Kandidatur – so wurde jedenfalls in der Presse gemutmasst – **die der FDP zur Verteidigung ihres Sitzes verhalf**. Im zweiten Wahlgang obsiegte Barbara Günthard-Maier nämlich mit 6'843 Stimmen knapp vor Michael Zeugin (6'587), der wahrscheinlich einige Stimmen an Simon Walter (1'303 Stimmen) verloren hatte. Die SVP mit René Isler (4'786) konnte hingegen nicht in die Entscheidung eingreifen. Die Wahlbeteiligung beim ersten Wahlgang lag mit 42,8% mehr als zehn Prozentpunkte höher als beim zweiten (31,3%), was wohl ein weiterer Erklärungsfaktor für die erfolgreiche Verteidigung des FDP-Sitzes war. Die auffällig hohe Zahl an ungültigen Stimmen im ersten Umgang – rund 13% der Wahlzettel zählten nicht – war darauf zurückzuführen, dass viele Wählerinnen und Wähler Michael Künzle zweimal auf den Wahlzettel aufführten, obwohl er als Amtierender nur für das Präsidialamt, natürlich aber nicht für den Stadtrat antrat.<sup>15</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 02.04.2017  
DIANE PORCELLANA

Matthias Gfeller (ZH, verts) a déposé sa **démission de l'exécutif de la ville de Winterthour** pour des motifs de santé. Pour le remplacer, le PS a nommé Christa Meier comme adversaire au candidat vert Jürg Altwegg. Le parti, estimant que les écologistes n'avaient aucune chance face au candidat bourgeois Daniel Oswald (udc), espérait ainsi renforcer la présence centre-gauche à l'exécutif de la ville. Le PEV a lancé Barbara Huizinga-Kauer. Les Vert'libéraux ont proposé Michael Zeugin, qui avait déjà échoué lors des élections de 2010 et 2012, comme une alternative entre les pôles droit et gauche. Daniel Oswald et Christa Meier partaient favoris grâce à un électorat fort. Le PLR a affiché son soutien pour le seul candidat bourgeois. Le PDC, quant à lui, n'a donné aucune consigne.

Avec une participation de 42.9% et une majorité absolue fixée à 13'268 voix, Daniel Oswald arrive en tête avec 7'451 suffrages. Il est suivi par Christa Meier (6'209 voix), Jürg Altwegg (5'336), Michael Zeugin (4'500) et finalement Barba Huizinga-Kauer (2'127). Pour contrer l'ascension bourgeoise, le PS et le PEV abandonnent la course afin de mettre toutes les chances du côté des verts. Le PLR, le PDC et le PBD recommandent Daniel Oswald. Les Vert'libéraux laissent le choix libre.

Lors du second tour, avec une participation de 35.9%, Jürg Altwegg l'emporte largement avec 14'257 voix contre 8'624 suffrages pour Daniel Oswald. Ainsi, le siège vert est maintenu.<sup>16</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 07.07.2019  
ELIA HEER

Anfangs April 2019 gab die Winterthurer Finanz-Stadträtin Yvonne Beutler (sp) überraschend ihren Rücktritt bekannt – nur rund ein Jahr nach ihrer von den Medien damals als «glanzvoll» bezeichneten Wiederwahl bei den Stadtratswahlen von 2018, als sie mit Abstand am meisten Stimmen geholt hatte. Beutler begründete ihren Entscheid damit, dass sie eine «neue berufliche Herausforderung» annehmen wolle.

Die **Ersatzwahl** für Beutlers freigewordenen Sitz in der **Winterthurer Stadtregierung** wurde von der Stadt auf den 7. Juli 2019 gelegt. Die SP portierte den 40-jährigen Kaspar Bopp (ZH, sp). Bopp hatte sich 2016 nach vier Jahren im Stadtparlament vorläufig aus der Politik zurückgezogen. Herausgefordert wurde Bopp von der Grünliberalen Annetta Steiner (ZH, glp), welche seit neun Jahren im Stadtparlament politisierte. Bopp und Steiner blieben die einzigen Kandidierenden, denn für die SVP, welche nur ein Jahr zuvor ihren Regierungssitz verloren hatte, meldete sich keine Kandidatin und kein Kandidat und die Partei beschloss stattdessen Stimmfreigabe. Die FDP stellte ebenfalls keine Kandidatur, entschied aber, eine offizielle Wahlempfehlung für Steiner

abzugeben.

Für einiges Aufsehen im Wahlkampf sorgte die Wahlempfehlung des VCS, welcher, getreu seinen eigenen Regeln, das kantonale VCS-Vorstandsmitglied Steiner zur Wahl empfahl, was viele Personen aus dem links-grünen Lager empörte.

Insgesamt schienen die beiden Kandidierenden in vielen Positionen übereinzustimmen. Differenzen gab es aber beispielsweise bei der Finanzpolitik oder der Altersvorsorge.

Das Resultat am Wahlsonntag fiel relativ deutlich aus. Kaspar Bopp holte 9'993 Stimmen und übertraf damit das absolute Mehr von 9'131 Stimmen bereits im ersten Wahlgang. Steiner holte 7'335 Stimmen und musste sich geschlagen geben. Die Stimmbeteiligung betrug 27.7 Prozent. Bopp trat im November 2019 den Posten als Finanzvorsteher an.<sup>17</sup>

## Parteien, Verbände und Interessengruppen

### Parteien

#### Linke und ökologische Parteien

Zwar waren die Grünliberalen im Wallis bei den **kantonalen Gesamterneuerungswahlen** nicht angetreten, in den drei anderen Kantonen, in denen das Parlament neu gewählt worden war, führte die Partei ihren Siegeszug aber fort. In Solothurn trat die GLP zum zweiten Mal an und konnte ihre Sitzzahl von zwei auf vier verdoppeln. Während im Kanton Neuenburg auf Anhieb fünf Sitze erobert werden konnten, reichten die 3,1% Wähleranteil im Kanton Genf nicht für einen Sitzgewinn. Neuenburg ist neben Freiburg und Waadt der dritte mehrheitlich französischsprachige Kanton, in dem sich die GLP im Parlament etablieren konnte. Damit sind die Grünliberalen in mehr als der Hälfte der Kantone in der Legislative mit insgesamt 80 Sitzen (von total 2 559 exklusive AI) vertreten (ZH, BE, LU, ZG, FR, SO, BS, BL, SH, SG, GR, AG, TG, VD, NE), wobei die beiden Sitze im Kanton Schaffhausen durch einen Parteiwechsel der Vertreter der ÖBS zur GLP zustande kamen. Im Tessin konnte die GLP auch auf kommunaler Ebene – die Grünliberalen traten für die Wahlen in Lugano an – bisher noch nicht Fuss fassen. Nach wie vor kein Erfolg war der GLP auch bei Regierungswahlen beschieden. Zwar schickte man bei den Erneuerungswahlen im Kanton Genf und bei den Ersatzwahlen im Kanton Basel-Landschaft jeweils einen Kandidierenden ins Rennen, beide hatten allerdings keine Chance.

#### Konservative und Rechte Parteien

Beflügelt von den Erfolgen bei den Nationalratswahlen (23,5% Wähleranteil), den Kantonalwahlen im Jahre 1991 (12,8%) sowie bei den Ständeratswahlen verlangte Parteichef Bignasca **Neuwahlen für die Kantonsregierung** mit dem Ziel, auch in der Exekutive Einzug zu halten. Bignasca liess es allerdings bei der **lautstarken Deklamation bewenden**. Auf die für einen Grundsatzentscheid über die Abhaltung von Neuwahlen erforderliche Sammlung von 15'000 Unterschriften verzichtete er. Bei den Gemeindewahlen, an welchen die Lega zum ersten Mal teilnahm, konnte sie vor allem auf Kosten der CVP Mandate und Wähleranteile erobern und zog auch in die **Exekutiven von mehreren Städten ein**, so unter anderem mit **zwei Sitzen** in die fünfköpfige Stadtregierung von **Lugano**.<sup>18</sup>

WAHLEN  
DATUM: 06.03.2013  
MARC BÜHLMANN

WAHLEN  
DATUM: 09.04.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

1) Elections cantonales et communales 2016

2) Elections communales et cantonales 2017

3) Elections cantonales et communales 2018

4) NZZ und TA, 26.2.90.

5) Presse vom 7.3. und 8.3.94.23

6) Presse vom 23.2. und 24.2.98.

7) TA, 24.10. und 1.11.01 und 4.1.-21.2.02; NZZ, 11.10.-11.11.01, 11.1.-22.2.02; NZZ und TA, 4.3.02; NZZ und TA, 8.4.02.

8) TA, 22.1., 27.1. und 20.2.10; NZZ, 25.-27.2.10; Presse vom 22.1. bis 6.3.10.; Presse vom 8.3.10

9) CdT und NZZ, 24.1., 25.1.13; CdT, 26.1., 30.1.13; NZZ, 4.3., 14.3.13; CdT, 5.4., 6.4.13; SGT, 8.4.13; CdT, 9.4. und 11.4.13; Presse vom 15.4. und 16.4.13; NZZ, 16.4.13; CdT, 17.4.13; CdT und WW, 18.4.13; CdT und NZZ, 23.4.13; CdT, 25.4.13; CdT, 30.8.13; NZZ, 31.8.13; CdT, 4.10.13; NZZ, 9.11.13.; www.lugano.ch

10) NZZ, 4.1., 8.1., 23.1., 1.2., 10.2., 11.2., 12.2.14

11) Résultats Municipalité ; Résultats Conseil communal ; CdT, 1.4., 11.4.16

12) Landbote Online, 4.3.18; Landbote, 14.12.2017; Landbote, 20.4.18; Landbote, 5.3.18; Landbote, 8.3.18; Landbote, 9.3.18; Resultate Wahl für den Grossen Gemeinderat vom 4.3.18; Resultate Wahl für den Stadtrat vom 4.3.18; Resultate Wahl fürs Stadtpräsidium vom 15.4.18; SRF Online vom 4.3.18; AZ, NZZ, 5.3.18; NZZ, 6.3.18; AZ, NZZ, 9.3.18

13) TA, 5.1.-20.2.01 und 15.3.-24.3.01; NZZ, 12.1.-24.1.01 und 21.3.01; Presse vom 5.3.01; Presse vom 2.4.01; NZZ und TA, 22.9.01; NZZ und TA, 1.10. und 2.10.01; NZZ und TA, 31.10.01; NZZ und TA, 22.11.01

14) TA, 12.-15.4., 28.4., 7.5., 23.5., 9.6. und 23.6.05; NZZ und TA, 6.6.05; NZZ und TA, 11.7.05.

- 15) TA, 14.3., 17.3., 21.3., 3.4. und 30.5.12; TA, 18.6.12; TA, 19.6. und 20.6.12; TA, 27.6.12  
16) Résultats 1er tour; Résultats 2nd tour; TA, 2.11., 9.11.16, 3.2., 13.2., 15.2., 17.2., 25.3., 3.4.17  
17) TA, 4.4.19; NZZ, 2.7., 8.7.19  
18) BaZ vom 2.1.92; CdT vom 2.4.92; NQ vom 7.4.92; Ww vom 9.4.92